

Conférence nationale du PCF
21-22 octobre 2006

Sylvie Larue

Sortons des pratiques délégataires

Cela fait plusieurs congrès que nous mettons au centre de notre conception du changement de société l'idée qu'il ne peut y avoir de transformation sociale sans implication majoritaire des citoyens. Lors du référendum, le fait que des forces politiques, associatives, syndicales et citoyennes aient mené une campagne commune a permis à des citoyens de décider qu'ils avaient leur place dans celle-ci. Mais au-delà des collectifs, et de la campagne menée par les organisations, des milliers de personnes se sont emparés des termes du débat, ont échangé leurs arguments au boulot, en famille, entre amis, sur Internet, dans les nombreux débats et initiatives publiques.

C'est ce qui a fait la force de la campagne. Et ce n'est pas l'engagement de telle ou telle personnalité qui a été déterminant, même si les positions des uns et des autres ne laissaient pas indifférent. Mais cela a donné envie de prendre part au débat.

C'est pour cela que je pense que nous ne pouvons pas développer dans nos critères pour le choix d'une candidature unitaire la question de la notoriété, sous peine de se placer à nouveau dans des rapports délégataires. Il ne s'agit pas de voter pour être bien représenté. Il s'agit de voter pour un partenaire avec lequel on travaille pour se donner du pouvoir. Ne laissons pas les dérives du présidentielisme de la 5^{ème} République peser ainsi sur le débat des candidatures. Depuis l'appel du mois de mai, des étapes ont été franchies, accord sur la stratégie, accord sur un programme qui met en évidence l'importance de ce qui nous est commun. Des citoyens ont décidé de prendre toute leur place dans ce processus. Certes nous avons encore du travail à faire pour élargir les collectifs et travailler à une large participation populaire. Mais ceux qui ont fait le pas ont décidé de prendre pleinement leur part dans le débat sur les candidatures. Allons nous leur enlever ce droit sous prétexte que nous sommes la force la plus importante du rassemblement anti-libéral ? Sauf à décider de faire éclater les collectifs, il ne peut être question pour moi de faire passer la candidature de Marie George à tout prix. Nous commençons à peine à faire reconnaître l'utilité du Pcf, cet acquis est fragile, ne le gâchons pas. Dire cela n'est pas minimiser le rôle du Parti communiste, mais au contraire de lui permettre d'être un acteur décisif de la victoire de la gauche anti-libérale. Je le dis en ayant aussi en tête que dans le mouvement anti-libéral nous ne sommes pas complètement à l'abri de conceptions délégataires de la politique. Notre choix doit porter sur la candidature qui permettra de rassembler toutes les composantes de la gauche du Non, de la gauche anti-libérale et au-delà, qui donnera à voir toute l'originalité et la nouveauté du processus que nous sommes en train de bâtir.

Notre candidate en a-t-elle les moyens ? Les débats actuels au sein des collectifs me font penser que ce n'est pas le cas. Ce n'est pas de son fait, mais quelques mois ne peuvent permettre de rendre massivement lisible le rassemblement à travers la secrétaire nationale du Pcf. Il ne s'agit pas de demander aux communistes de faire un sacrifice au nom de l'unité. Il s'agit de leur permettre de jouer pleinement leur rôle, pour rassembler, pour porter une conception nouvelle des finalités de la société et du mouvement de transformation sociale. C'est le cœur de l'apport communiste. Pour faire leur choix en toute transparence, les communistes doivent pouvoir à l'occasion du vote qu'ils vont exprimer le 10

novembre prochain, dirent si oui ou non ils partagent l'idée que le Pcf n'envisage pas de candidature en dehors du rassemblement des forces anti-libérales.